

## **Sortie de crise, menaces de crise et nouveau capitalisme**

*Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY*  
*MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS*

---

*Version: 10 mai 2005.*

*Adresse : CEPREMAP-ENS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.  
Tél: 01 43 13 62 62, Fax: 01 43 13 62 59  
E-mail: dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr  
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>*

## RÉSUMÉ

### SORTIE DE CRISE, MENACES DE CRISE ET NOUVEAU CAPITALISME

Le capitalisme est-il entré dans une nouvelle phase depuis le milieu des années 1980, comme le suggère une certaine croissance retrouvée, de nouvelles technologies et de nouveaux mécanismes financiers ? Bien des aspects de cette nouveauté sont l'expression de la sortie de la crise structurelle des années 1970, qui interrompt certaines des évolutions défavorables antérieures. L'analogie avec l'entrée dans la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et sa sortie entre le début du siècle et 1929 est riche d'enseignements. Elle montre l'importance d'une nouvelle étape d'une révolution technico-organisationnelle, de la *gestion* au sens large, créant un cours favorable du changement technique et la hausse du taux de profit. Simultanément, le début et la fin du siècle coïncident avec deux hégémonies de la finance—séparées par la *répression financière*, caractéristique du compromis keynésien—et porteuses de sérieuses menaces concernant la stabilité financière. Ces mouvements s'interprètent dans les termes de la grande dialectique des forces productives et des rapports de production, et des luttes de classe : la mutation du rapport de propriété capitaliste qui recouvre la succession des formes de propriétés (propriétaires individuels, sociétés, fonds...) et la délégation graduelle de la gestion à des cadres et employés, et, en matière de pouvoirs, l'alternance des hégémonies et compromis de classe. Il faut voir dans le cours récent du capitalisme la poursuite de cette évolution dans le contexte d'une nouvelle hégémonie de la finance, manifestée dans le *néolibéralisme*. La nouveauté des dernières décennies emprunte à ces deux éléments, plus profonde et plus durable que le néolibéralisme lui-même quoique profondément marqué par lui.

### ABSTRACT

---

MOTS CLEFS : Periodization, capitalisme, rapports de production, classes, managers, néoliberalisme.  
KEYWORDS : Periodization, capitalism, relations of production, classes, managers, neoliberalism.  
Nomenclature J.E.L. : P00.

## Introduction

Les principaux pays capitalistes développés connurent, au cours des années 1970 et d'au moins une partie des années 1980, une grande crise structurelle. Les manifestations de cette crise ont été maintes fois décrites : faiblesse de l'investissement et de la croissance, chômage, inflation, ralentissement du progrès technique, lenteur de la progression des salaires, diminution de la rentabilité du capital. Malgré la succession des crises monétaires et financières, la résorption du chômage aux États-Unis et sa diminution en Europe, ainsi que la reprise de la croissance, ont maintenant répandu dans beaucoup d'esprits la conviction d'une sortie de crise (l'instabilité financière des années 1990 a semblé jusqu'alors confinée à certains pays de la périphérie, ceux dont la situation n'apparaît pas désespérée, bien d'autres s'enfonçant dans la misère, le centre restant épargné). A cela vint s'ajouter une double évolution : d'une part, un ensemble d'innovations technologiques et financières qui dessinent les contours de ce qu'il est convenu d'appeler la *nouvelle économie*, et, d'autre part, le développement d'institutions financières comme les investisseurs institutionnels, dont l'emprise sur l'économie va croissant. La combinaison de ces deux éléments—disparition de manifestations importantes de la crise dans les pays avancés et apparition de nouvelles technologies et institutions—dessine les contours d'une nouvelle phase du capitalisme, ce que certains appellent un nouveau capitalisme. La section 1 est consacrée à cette sortie de crise et à la caractérisation de ce nouveau cours du capitalisme.

La mise en perspective historique des mouvements récents est riche d'enseignements. A considérer l'économie américaine et en ne remontant pas au-delà du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le grand basculement qu'on vient d'évoquer—dans la crise et hors de la crise—rappelle singulièrement un mouvement antérieur : l'entrée dans la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entre la fin de la Guerre de Sécession en 1865 et les années 1890, qualifiées par les historiens de l'économie de *grande dépression*, puis la remontée vers les années 1920 à travers la Première Guerre mondiale. Le capitalisme traverse ainsi des crises structurelles et les surmonte au prix de transformations profondes de son fonctionnement. Aux deux grandes crises qu'on a évoquées, celles des fins des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, il faut ajouter la crise de 1929, de nature différente, mais évidemment majeure, et elle aussi génératrice de changement. Cette mise en perspective historique fait l'objet de la section 2. Elle fournit des indications précieuses sur le contenu des transformations récentes et les perspectives.

Cette dynamique historique du capitalisme n'est pas seulement l'expression du cumul de chocs fortuits et désordonnés. Une analyse plus approfondie révèle que s'y joue une partie historique de toute première importance, qui renvoie à la grande dialectique marxiste des forces productives et des rapports de production, et au rôle moteur de la lutte des classes. Un grand processus d'interconnexion, de coordination des différents agents et initiatives est à l'œuvre stimulé par l'accumulation et la tendance du capitalisme à concentrer et centraliser les moyens de production. Marx l'avait décrit comme un processus de *socialisation*. La poursuite de ce processus requiert des ajustements récurrents des formes de la propriété capitaliste. Les formes anciennes, telle la propriété individuelle, mettent périodiquement obstacle à cette marche en avant, suscitant l'apparition de nouvelles configurations davantage propices au changement, telles les sociétés par actions au début du XX<sup>e</sup> siècle ou les grands investisseurs institutionnels du capitalisme contemporain. Le contrôle de l'appareil productif et les processus d'allocation du capital entre différentes entreprises

et branches sont de moins en moins réalisés par les propriétaires eux-mêmes, se voyant toujours davantage délégués à un personnel salarié de cadres et d'employés. D'où, pour les propriétaires capitalistes, un problème de pouvoir, avec d'importantes implications concernant leurs revenus. Les reculs et avancées de ce *pouvoir* sont un enjeu majeur de la lutte des classes, et périodisent également à leur manière la marche en avant du capitalisme—dans et au-delà de lui-même. C'est là l'objet de la section 3.

Le cours actuel du capitalisme s'analyse comme la combinaison de ces différents mouvements : (1) sortie de crise structurelle ; (2) succession des phases qui séparent ces crises structurelles, avec leurs singularités techniques et institutionnelles ; (3) poursuite de la socialisation et variations des prérogatives de la classe dirigeante. Ces mouvements ont leurs rythmes propres, un certain degré d'autonomie, mais sont aussi interdépendants. C'est dans un tel cadre analytique qu'on peut comprendre la combinaison parfois déconcertante des caractères de la nouvelle phase du capitalisme. La section 4 rassemble ces éléments : la réalité de la sortie de crise et la portée des nouvelles tendances techniques et institutionnelles, ainsi que la précarité de la nouvelle configuration des pouvoirs annonçant un possible dépassement (un au-delà du néolibéralisme) dont les luttes détermineront les modalités et la portée. L'accumulation d'un ensemble de développements nouveaux justifie sans aucun doute la référence à la notion de *phase*. Le capitalisme est entré depuis le milieu des années 1980, dans une *nouvelle phase*. Il faut bien en saisir la diversité des composantes et ne pas identifier trop simplement *nouvelle phase* et *néolibéralisme* ou, de manière équivalente, nouvelle phase et hégémonie de la finance<sup>1</sup>. D'importants éléments nouveaux survivront à la fin du néolibéralisme.

## 1 - Crise et sortie de crise : les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle

Une des expressions les plus évidentes de la crise structurelle des années 1970 et 1980 fut le gonflement d'une vague de chômage. Cette vague fut commune à l'Europe et aux États-Unis, mais plus importante et durable en Europe. La figure 1 en montre l'ampleur et la soudaineté pour la moyenne de trois pays européens, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ainsi que le cours très fluctuant propre aux États-Unis, mais dont la tendance est plus horizontale. C'est environ entre 1975 et 1985 que cette vague se forma, portant les taux de chômage aux alentours de 10%. Ces taux se stabilisèrent pendant la seconde moitié des années 1980 et tardent à se résorber en Europe. La cause fondamentale de cette augmentation du chômage fut le ralentissement de l'accumulation du capital (de l'investissement) et de la croissance de la production.

Ce ralentissement de l'accumulation fut lui-même l'effet de la diminution très sensible de la rentabilité du capital décrite à la figure 2. Les taux de plus de 20% au début des années 1960 chutèrent à environ 12% en 1982 ou 1983. Les profits réalisés par les entreprises étant à la fois une source de financement interne et une incitation à l'investissement, la chute du taux de profit décourage l'accumulation et nuit à la croissance de l'emploi.

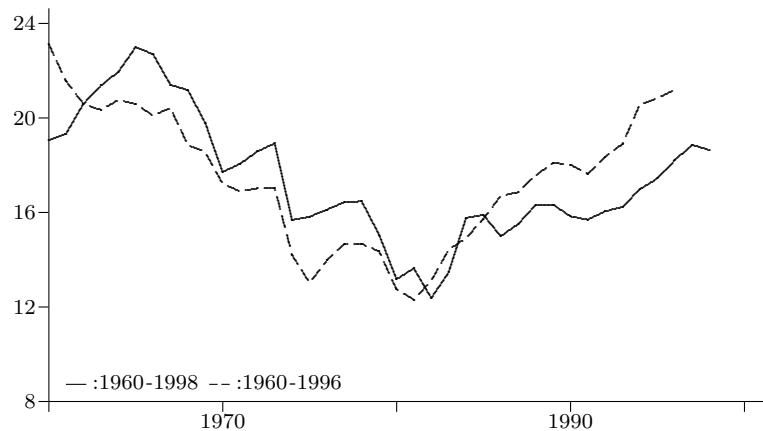
1. Ces analyses empruntent à DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996, 2000 et 2001.

Figure 1 Taux de chômage (%): États-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume-Uni (---)



La figure montre une des mesures du taux de chômage, celle qui est d'usage courant : le rapport du nombre de personnes sans emploi, prêtes à travailler et à la recherche d'un emploi (au cours des quatre semaines précédant l'enquête), à la population active civile (employée ou au chômage).

Figure 2 Taux de profit (%): États-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume-Uni (---)



L'unité d'analyse est l'ensemble des entreprises privées. Le taux de profit rapporte une mesure large des profits (la production nette diminuée du coût du travail) au stock de capital fixe, net de l'amortissement. Les profits contiennent donc encore les impôts, les intérêts et les dividendes.

La figure 2 indique également que depuis le milieu des années 1980, la tendance du taux de profit s'est inversée en Europe et aux États-Unis. Voilà maintenant une quinzaine d'années que ce mouvement se poursuit et il dépasse nettement par son ampleur les usuelles fluctuations reflétant les hauts et les bas de la conjoncture (les surchauffes et récessions). Cette remontée du taux de profit est un indicateur de toute première importance d'un nouveau cours du capitalisme. Elle est potentiellement porteuse d'une reprise de l'accumulation et de la croissance, donc de la diminution du chômage.

La baisse du taux de profit fut l'expression d'une *détérioration* régulière des performances du changement technique. Au cours des décennies de baisse, la productivité du travail continua de s'accroître, mais à un taux constamment réduit — une première expression de cette détérioration. Une variable clef pour comprendre ce mouvement est, cependant, le rapport de la production annuelle au stock de capital fixe (bâtiments, machines,...) nécessaire à sa réalisation. Ce rapport, appelé *productivité du capital*, ne cessa de diminuer sur la période : de moins en moins de produit pour le même stock de capital, ou, de manière équivalente, de plus en plus de capital pour le même produit. La rentabilité du capital dépend aussi du salaire. Bien que, sur la même période, le taux de croissance du salaire réel ne fit que diminuer, cette diminution ne suffit pas à compenser le déclin des performances du progrès technique.

Qu'y a-t-il de nouveau depuis le milieu des années 1980 qui explique la remontée du taux de profit ? La productivité du travail continue de croître lentement, mais le salaire réel croît moins, ce qui augmente la part des profits. Mais il existe un autre facteur favorable : c'est la remontée de la productivité du capital. De plus en plus de production peut être réalisée à partir d'un même capital fixe. C'est un aspect essentiel des tendances récentes, qui n'est pas la simple expression de concessions des travailleurs, obtenues à force de chômage, mais qui traduit (outre l'intensification du travail) un gain d'efficience dans l'utilisation du capital.

Les figures 3 et 4 décrivent les profils de la productivité du travail et du capital aux États-Unis et dans la moyenne des trois pays européens des figures précédentes. La figure 3 suggère les observations suivantes : (1) Le retard considérable des pays européens au sortir de la guerre a pratiquement été comblé ; (2) Dans les deux ensembles, la croissance de la productivité du travail s'est considérablement ralentie, malgré la reprise très récente aux États-Unis ; (3) En moyenne, au cours des 15 ou 20 dernières années, la productivité du travail crû plus rapidement en Europe qu'aux États-Unis. La figure 4 souligne le parallélisme des évolutions de la productivité du capital : (1) le déclin jusqu'à la crise des années 1970, un peu moins accentué en Europe ; (2) la remontée depuis le milieu des années 1980. Au total les mouvements sont très similaires. Le nouveau cours du changement technique ne se limite pas aux États-Unis.

Dans une certaine mesure, on peut relier l'efficience accrue dans l'utilisation du capital depuis le milieu des années 1980, aux nouvelles technologies — information et communication en particulier (par le double biais du changement technique et des baisses de prix). Ces transformations possèdent également un volet organisationnel. Il s'agit de progrès technico-organisationnels ou, si l'on préfère, de *progrès de gestion* en prenant ce dernier terme dans un sens très étendu. Nous y reviendrons à la lumière du parallèle qu'on peut établir avec les premières décennies du siècle.

On l'a dit, ce nouveau cours du capitalisme n'a jusqu'alors guère profité aux revenus du travail. Le pouvoir d'achat du salaire horaire (compte tenu des prestations sociales)

Figure 3 Productivité du travail (dollars de 1990 par heure) : États-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume-Uni (---)



Le secteur est celui de l'ensemble des entreprises. La productivité du travail est le quotient de la production, corrigée de l'inflation, par le nombre d'heures travaillées. La pente des courbes est proportionnelle au taux de croissance des variables. Les fluctuations récurrentes (petites sur la figure) sont les effets des emballages et des ralentissements de l'activité. Du fait de l'utilisation d'indices de parités de pouvoir d'achat, les niveaux absolus sont comparables.

Figure 4 Productivité du capital : États-Unis (—) et moyenne de trois pays européens, Allemagne, France et Royaume-Uni (---)



La productivité du capital est le quotient de la production par le stock de capital fixe. Les deux agrégats sont mesurés à prix courants.

continue de n'augmenter que très lentement. A l'inverse, les revenus du capital—pudiquement appelés aujourd'hui *de l'épargne*—ont connu une véritable explosion. Mais il faut préciser la chronologie à ce propos. On peut y distinguer trois temps :

1. Dans la première phase de la crise, au cours des années 1970, les revenus du capital s'étaient trouvés considérablement diminués, et cette diminution s'était traduite en termes patrimoniaux (les inégalités de patrimoines avaient diminué<sup>2</sup>). La baisse de la rentabilité du capital avait conduit à une réduction drastique des distributions de dividendes ; l'inflation avait réduit les taux d'intérêts réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation) à environ zéro.
2. Le changement de politiques (au sens large) à la fin des années 1970, avec le développement du monétarisme et du néolibéralisme, inversa ce mouvement alors que le taux de profit continuait sa chute. Les taux d'intérêt réels atteignirent des niveaux sans précédents depuis la Seconde Guerre mondiale. La gestion des firmes fut vigoureusement réorientée vers l'intérêt des actionnaires, et les profits (par ailleurs faibles) furent largement distribués. La bourse, fort dépréciée, entama sa hausse (depuis le début des années 1980). Cette ponction financière, opérée au cœur de la crise structurelle, en accrut et prolongea dramatiquement les effets, notamment le chômage.
3. Enfin, la rentabilité du capital s'est orientée à la hausse depuis le milieu des années 1980, et le contrôle toujours strict des salaires, du coût du travail en général, a donné à ce drainage du revenu vers les couches les plus favorisées des proportions considérables. Les inégalités patrimoniales s'en trouvèrent rétablies et même accrues, redonnant au capitalisme contemporain certains de ses caractères d'antan.

Sur le plan national et international, la finance se donnait les moyens d'une pleine liberté d'action, les monnaies fluctuant au gré des marchés et le capital retrouvant la libre mobilité qu'il avait en partie perdue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (compte tenu des restrictions contenues dans les accords de *Bretton Woods*)<sup>3</sup>. Dans ces évolutions, les États-Unis (la finance américaine) occupent une position hégémonique, qui les libère de bien des contraintes continuant à peser sur les autres pays capitalistes avancés<sup>4</sup>.

Les transferts de revenus vers les détenteurs de titres furent tout à fait spectaculaires. Simultanément, les cours des bourses s'envolèrent alimentant, dans le contexte d'une course aux revenus et plus-values financières, ce qu'on a appelé la *bulle*, émanation spéculative du nouveau cours du capitalisme—un selon processus déjà décrit par Marx. La figure 5 montre les profils des cours de bourse aux États-Unis et en France depuis 1965. On y observe les faits suivants : (1) Les indices varient de manière étonnamment similaire ; (2) la chute après 1975 est considérable (une division par 2) ; (3) la remontée est très vigoureuse, à partir de 1983 ; (4) dans la seconde moitié des années 1990, il s'agit d'une véritable envolée et c'est, sans doute, à propos de ce mouvement qu'il faut parler de *bulle* ; (5) cette bulle est commune aux États-Unis et à la France.

Du nouveau cours du capitalisme, on peut donc retenir deux aspects principaux :

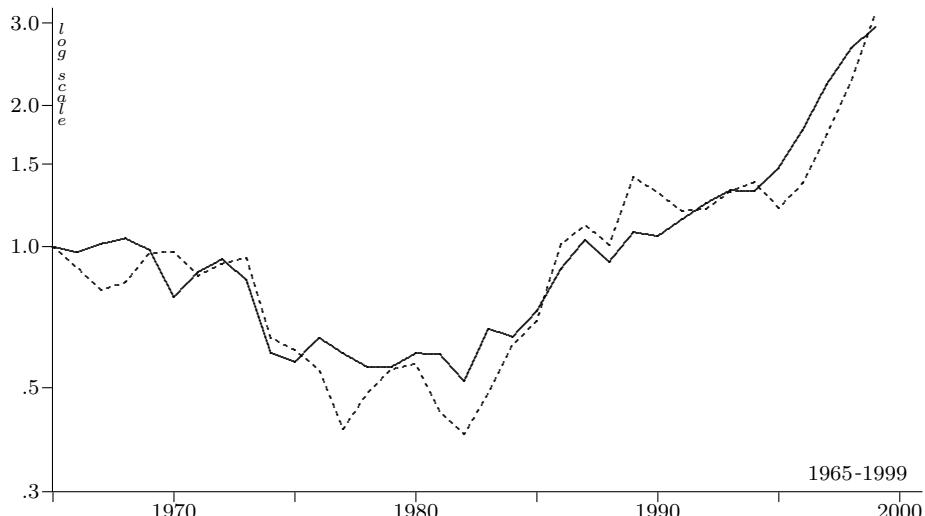
1. Les performances du changement technique ont profondément changé au début des années 1980. Si la productivité du travail continue de croître lentement, la baisse de la

2. WOLFF E. 1996.

3. Si l'on peut parler de *déréglementation* pour décrire cette action, il faut rappeler que certaines activités firent l'objet d'un renforcement de la réglementation, notamment en ce qui concerne le contrôle exercé par la banque centrale américaine, la Réserve fédérale (CARGILL T.F. 1991, ch. 13.).

4. DUMÉNIL G., LÉVY D. 2000, ch. 12, *Une mondialisation sous hégémonie*.

Figure 5 Les cours de la bourse (1965=1) : États-Unis (—) et France (----)



Les cours sont déflatés par l'indice des prix du pays.

productivité du capital s'est interrompue, cédant la place à une tendance à la hausse. Comme le coût du travail poursuit sa quasi-stagnation, le taux de profit augmente.

2. Avant même que les effets bénéfiques de ces changements ne se soient fait sentir, une modification profonde de la répartition des revenus (intérêts et dividendes) se produisit à l'avantage du capital (dont les revenus avaient été fortement entamés dans la crise). Cette modification de la répartition fut une expression du nouveau cours des politiques néolibérales et de la modification correspondante des institutions du capitalisme, tant sur le plan national qu'international, donnant au monde contemporain deux de ses traits souvent mis en avant : la financiarisation et la globalisation des marchés.

## 2 - Un précédent riche d'enseignements : la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Si l'on entend par *changement de cours* du capitalisme le basculement d'une période de diminution de la rentabilité du capital et de ralentissement de la croissance, vers une période de rétablissement de la rentabilité et de la croissance, les premières et les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle se ressemblent. Nous venons de vivre un tel renversement ; il a un précédent. A deux reprises, des crises structurelles commandèrent le changement<sup>5</sup>.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle fut marquée en Europe et aux États-Unis, quoique selon des modalités différentes, par l'existence d'une crise structurelle. Entre les années 1880 et la

5. Cette analyse est proche de celle de MANDEL E. 1999.

crise structurelle des années 1890, le taux de profit s'était effondré. Lentement, à travers la Première Guerre mondiale, une tendance à la hausse de la rentabilité s'affirma (avec la hausse de la productivité du capital). La tendance générale de la croissance économique connut également un rétablissement<sup>6</sup>.

L'existence de ce retournement et son analyse en disent long concernant la dynamique du capitalisme. On peut en distinguer deux aspects : (1) une révolution technico-organisationnelle ; (2) l'explosion des mécanismes monétaires et financiers et des revenus financiers, et les politiques correspondantes.

La crise des années 1890 fut suivie, aux États-Unis, d'une transformation des institutions du capitalisme porteuse d'une révolution de la technique et de l'organisation des entreprises. Déjà la taille des unités de production s'était accrue et la mécanisation de la production avait connu de nouveaux développements à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette tendance déboucha sur une véritable révolution, celle de la gestion (*managerial revolution*) dont la maturation requit plusieurs décennies. Mais cette révolution n'aurait pas été possible sans une transformation concomitante des formes de propriété. Au terme d'une crise de la concurrence (marquée par le développement des trusts et cartels), se formèrent, en l'espace de deux ou trois ans avant et après 1900, les grandes sociétés par actions lors d'une vague de fusions sans précédent<sup>7</sup>. Les nouvelles lois sur les sociétés et les *holdings* fournirent les bases juridiques de cette évolution, connue aux États-Unis comme la *corporate revolution* (c'est-à-dire la révolution des sociétés). Les grandes sociétés contribuèrent au développement de vastes états-majors de cadres et d'employés dans une organisation hiérarchique pyramidale.

La technique et l'organisation des entreprises s'en trouvèrent métamorphosées. On insiste le plus souvent sur l'atelier, son organisation scientifique, le taylorisme. Mais cette révolution toucha tous les aspects du fonctionnement des entreprises : outre l'organisation de la production, elle affecta la commercialisation, la gestion des stocks, du financement et de la trésorerie, des personnels, etc. L'archétype en est la chaîne de montage. La mécanisation permettait traditionnellement d'économiser sur le travail, de faire croître la productivité du travail, mais le coût en était lourd en termes de capital. Le rapport du capital au travail s'accroissait considérablement. Le taylorisme et la chaîne de montage poussèrent cette logique des gains de productivité à l'extrême, mais simultanément garantirent *l'utilisation continue et intense de la machine*. Le capital investi dans ces techniques permettait un accroissement de la production supérieur à ce qui était obtenu dans l'atelier traditionnel. La productivité du capital, qui diminuait selon le cours antérieur du changement technique, se mit à s'accroître, entraînant avec elle la rentabilité du capital. C'est cette *révolution de la gestion*, toujours dans un sens très général, qui permit l'inversion de la tendance du taux de profit — son augmentation au lieu de sa diminution — malgré un taux de croissance du salaire réel plus élevé. C'est elle qui donna à la *nouvelle phase* où entra le capitalisme dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle un de ses traits fondamentaux : l'efficience.

Ces transformations eurent pour patrie les États-Unis. Elles furent exportées avec un certain retard en Europe et au Japon. Après la Seconde Guerre mondiale, l'avance américaine était très forte, et les premières décennies de l'après-guerre furent marquées par un processus graduel de rattrapage.

6. Quoique ce retournement soit difficile à identifier du fait des très fortes perturbations auxquelles fut soumise l'économie américaine (voir DUMÉNIL G., LÉVY D. 2001, figure 2).

7. THORELLI H.B. 1955 et PERITZ R. 1996.

On l'a dit, le nouveau cours du capitalisme depuis une quinzaine d'années est également associé à une transformation technico-organisationnelle contribuant à l'affirmation de nouvelles tendances, notamment la hausse de la productivité du capital et du taux de profit. Le support matériel de ce renouvellement correspond aux nouvelles technologies de la communication et de l'information : informatique, internet, téléphonie, etc. Outre la vie quotidienne d'une fraction de la population, elle métamorphose l'organisation de l'entreprise, plus particulièrement le travail des cadres et employés — ce que nous appelons la *gestion*.

Ces deux révolutions de la gestion s'éclairent mutuellement : la seconde complétant la première. Dans la marche en avant de la technique, au sein du capitalisme, toute la difficulté est là : accroître la productivité du travail sans alourdir l'avance en capital. C'était l'intuition fondamentale de Marx dans son analyse, au livre III du *Capital*, des tendances du capitalisme, où la baisse du taux de profit occupe la position principale. Marx ne faisait pas référence à la productivité du capital, qui rapporte la production au capital, mais à la composition du capital (le rapport du capital fixe au travail ou au salaire), pourtant, l'idée est la même. Surmonter ce handicap, impose d'économiser sur le capital avancé, d'en faire le meilleur usage (capitaliste), le plus continu, le plus intense. C'est vrai du capital fixe dans la production (et des stocks de matières premières et d'en-cours), mais également des autres composantes : capital-marchandise (les stocks de produits finis) et capital-agent (la trésorerie). Ce que nous avons appelé *progrès de gestion* renvoie à toutes les innovations conduisant à une efficience accrue en ces matières. Cette tâche historique prit une telle ampleur qu'elle suscita au début du siècle le développement de nouvelles classes moyennes salariées, celles des cadres et employés, distinctes des travailleurs productifs. La première révolution, la révolution managériale, introduisant à ce que les Américains appellent le *capitalisme managérial* et que nous désignons par le néologisme *capito-cadrisme*, produisit ce développement. Sa limite se trouvait dans son propre coût et ses rendements. On peut engager des frais pour contrôler et organiser, mais ils doivent rester justifiés par le résultat obtenu. Il en fut ainsi jusqu'aux années 1950, avant que ne reprennent le dessus les vieilles tendances à la Marx. Les nouvelles technologies qui se développent actuellement sont celles de la gestion : de la collecte, du traitement et de la transmission de l'information. Les progrès accomplis, couplés à de nouvelles formes d'organisation, sont en voie de produire leurs effets, contrant de nouveau les tendances défavorables du changement technique.

Ce parallèle entre les deux grandes crises et les tendances qui les précédèrent, ainsi qu'entre les deux périodes qui leur firent suite, dessine un profil historique évocateur d'une onde (très) longue. C'est ce que montre la figure 6 qui représente le profil historique de la productivité du capital aux États-Unis depuis la guerre de sécession. On y retrouve les enchaînements qu'on a décrits, notamment les deux grands mouvements de baisse puis de hausse notés I et II sur la figure<sup>8</sup>.

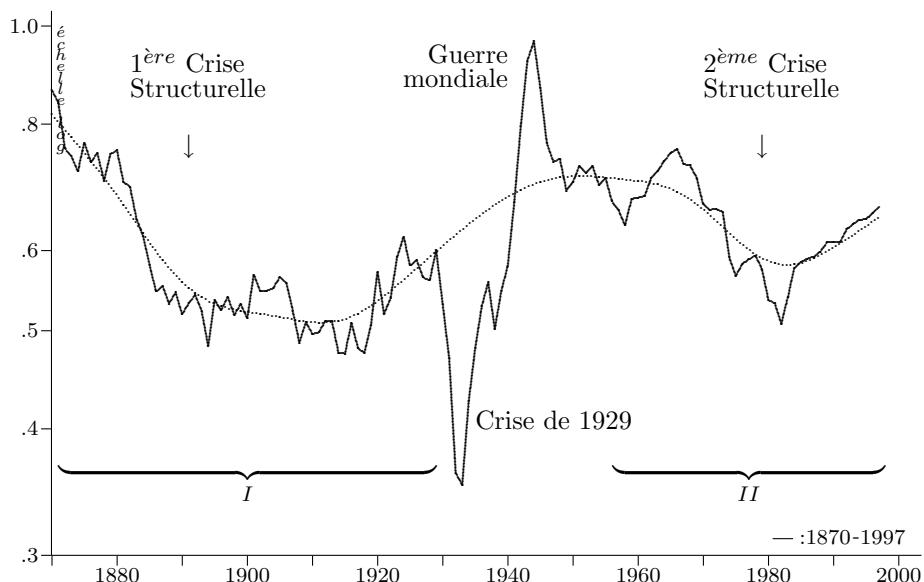
Mais le parallèle se poursuit concernant le second aspect du nouveau cours du capitalisme introduit à la section 1 : les nouvelles institutions financières et les politiques.

La constitution des grandes sociétés par actions au début du siècle fut inséparable de l'émergence de la finance moderne. Le couple *finance-société* définit le cadre institutionnel du capitalisme du xx<sup>e</sup> siècle. Les deux sorties de crise structurelle coïncidèrent

---

8. La hausse du taux de profit au cours de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle est masquée par sa chute dans la dépression des années 1930. Mais la chute brutale et exceptionnellement longue de l'activité n'interrompt pas la transformation sous-jacente de la technique. A l'inverse, la crise contribua à l'élimination du secteur ancien, accélérant la généralisation de la nouvelle technique dont la productivité du capital était plus élevée.

Figure 6 Un parallèle saisissant. Tendances séculaires de la productivité du capital (dollars de produit par dollar de capital fixe) : États-Unis (économie privée)



La tendance, marquée par la ligne en pointillés, décrit la technique moyenne utilisée, abstraction faite des fluctuations du cycle conjoncturel. Les fluctuations autour de cette ligne sont l'effet des variations du niveau général d'activité. On peut noter, en particulier, la chute dans la crise de 1929 et les sommets atteints pendant la Seconde Guerre mondiale.

avec des périodes d'hégémonie de la finance. Par *finance*, nous entendons ici un vaste ensemble d'individus fortunés et d'institutions—d'individus derrière des institutions—détenant d'importants capitaux monétaires et financiers. En recourant au terme *hégémonie*, nous soulignons qu'au-delà de la croissance des institutions monétaires et du développement des mécanismes financiers, la finance fixe les règles du jeu économique, en matière de revenus, d'emploi et de macroéconomie, et se réserve l'exercice du contrôle de son propre fonctionnement.

Ébloui par les innovations contemporaines, on sous-estime trop de nos jours l'ampleur des transformations du système monétaire et financier au début du siècle. La révolution technico-organisationnelle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> coïncida avec le développement d'un important secteur financier, dont la relation au système productif s'était métamorphosée. De simple auxiliaire de l'activité des entreprises, du financement de leurs transactions, la finance devint alors l'incarnation du capital *propriété* face au capital *fonction* (dans les termes de Marx au Livre III du *Capital*<sup>9</sup>). Entre 1880 et 1929, le rapport de la quantité de monnaie (espèces et soldes de comptes en banque) à la production fit plus que doubler aux États-Unis (passant de 30 à 70%, et demeurant à ce niveau depuis cette date). En 1880, les soldes des comptes en banque équivalaient à deux fois le montant des espèces ; ce rapport était de 11 en 1929. Simultanément, la bourse avait conquis un rôle charnière dans le fonctionnement de l'économie, les crédits étant dirigés prioritairement

9. MARX K. 1965, ch. XXIII. Rudolf Hilferding en décrivit une variante (HILFERDING R. 1970).

vers les investisseurs boursiers. Un édifice complexe d'institutions financières se mettait en place.

Comme on le sait, c'est à l'occasion de la crise de 1929 que vint à son terme cette première hégémonie, introduisant à une nouvelle période, celle du *compromis keynésien*. Outre le contrôle macroéconomique, étatique et centralisé, finalisé sur la croissance et l'emploi, de nombreuses limitations furent imposées aux prérogatives de la finance : les réglementations de son activité nationale et internationale (notamment à travers les accords signés à Bretton Woods en 1944), la quasi-reconnaissance du droit au travail, inscrite en 1948 dans la législation américaine, et le développement de l'*État providence*. Mais ce compromis ne dura que l'espace de quelques décennies.

La remontée graduelle de la finance, après la Seconde Guerre mondiale, eut pour champ principal la finance internationale (cette activité bancaire délocalisée qu'on appelle *euromarchés*). Les échecs des politiques keynésiennes face à la crise structurelle commencée dans les années 1970 créèrent les circonstances favorables au rétablissement de l'hégémonie de la finance, dans le monétarisme puis le néolibéralisme. Dans ce contexte de crise et de répression des luttes des salariés, un nouveau cours des politiques fut imposé, dont les figures emblématiques furent le président de la Réserve Fédérale, Paul Volker, Ronald Reagan et Margaret Thatcher. La hausse des taux d'intérêt de 1979 — le *coup de 1979* — fut l'élément majeur du rétablissement des prérogatives de la finance. Ce fut un processus conscient, délibéré, soigneusement orchestré, et non le résultat d'un quelconque mécanisme de marché<sup>10</sup>.

### 3 - La propriété capitaliste : revenus et pouvoir d'une classe dirigeante

Ce qu'on avait présenté au début de la section précédente comme un simple parallèle, des chaînes d'événements similaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, s'est avéré recouvrir des processus de même nature, apparaissant comme autant d'étapes d'une même évolution. Dans ces transformations, l'opposition entre *propriété* et *gestion* joue un rôle central. Le rapport de propriété capitaliste dans sa plénitude, propriété des moyens de production, incluait traditionnellement la propriété au sens juridique du terme (recouvrant le droit de disposer des biens et du revenu qu'on en tire) et la capacité à en faire usage (les fonctions de ce que Marx appelait le *capitaliste actif*). Dans l'expression *séparation de la propriété et de la gestion*, propriété prend le sens étroit (juridique) ; gestion recouvre les fonctions capitalistes déléguées<sup>11</sup>. Sur ces deux terrains, propriété et gestion, la continuité entre les événements caractéristiques des deux fins de siècles est frappante :

1. *La transformation du rapport de propriété et son ambivalence*. D'un certain point de vue, la séparation de la propriété et de la gestion, aux États-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, renforça la propriété capitaliste, à travers sa financiarisation et son institutionnalisation. D'un autre

10. Sur cette remontée de la finance, et, en particulier, le rôle des États, consulter HELLEINER E. 1994.

11. DUMÉNIL G. 1975.

point de vue, la distance entre le propriétaire et les moyens de production s'accrut considérablement, distendant l'aspect *fonctionnel* du rapport de propriété, par la délégation de la gestion. Le capitalisme néolibéral, celui des institutions financières gigantesques, des fonds de placements, prolonge cette financiarisation et institutionnalisation, avec la même ambiguïté : taille et puissance d'une part, distance d'autre part. Au sein même des institutions financières, leur dimension crée la nécessité d'une délégation de compétence et d'action à des cadres salariés, similaire à celle dont les entreprises nonfinancières avaient fait l'objet. C'est donc de la poursuite de la même évolution qu'il s'agit à travers la succession des formes juridiques de la propriété.

2. *L'efficacité de la gestion et le développement des cadres et employés.* Une continuité similaire existe concernant les progrès de gestion. La gestion des grandes sociétés nonfinancières devint, à la transition du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup>, le fait des cadres, entourés des employés, dans une structure fortement hiérarchique. Il en résulta un considérable gain d'efficience au cours des quelques décennies qu'exigea la généralisation de cette nouvelle configuration sociale et son perfectionnement. Le progressif épuisement de ses potentialités redonna au changement technique ses caractéristiques traditionnelles à la Marx. La vague des progrès de gestion des dernières décennies, portée notamment par les technologies de l'information et de la communication, entraîna un renouvellement de ces performances du progrès technique. Dans une large mesure, on peut parler d'une révolution *par la gestion* au début du siècle, et d'une révolution *dans la gestion* au cours des dernières décennies. Mais, là également, c'est d'un nouvel épisode d'un même processus dont il s'agit, même si le contenu s'en trouve quelque peu modifié.

A cela il faut ajouter la succession des deux hégémonies de la finance, celle du début du siècle et celle du néolibéralisme, qui renforce encore cette impression de continuité, séparées (à la suite de la crise de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale) par les politiques keynésiennes et le développement des systèmes de protection sociale. Aux États-Unis, on utilise l'expression *répression financière* pour désigner ce recul des prérogatives de la finance. Il n'est ainsi pas surprenant que la finance (ses revenus) ait supporté dans un premier temps une partie du coût de la crise structurelle des années 1970. Mais dans l'avènement du néolibéralisme, la finance put retourner la situation à son avantage. De ce point de vue, celui de l'hégémonie financière, plutôt que de poursuite d'une même évolution, on peut parler de rétablissement.

Nous donnons de ces mouvements une interprétation procédant des principes fondamentaux de la théorie marxiste du changement social, la dialectique des forces productives et des rapports de production et le rôle moteur de la lutte des classes, dont la valeur explicative nous semble plus (ou aussi) évidente que jamais. Il faut pourtant reconnaître que l'histoire continue, donc ne pas craindre de prendre en compte des éléments nouveaux.

Concernant la mutation des rapports de production, les processus fondamentaux sont les suivants :

1. Ce qui se joue entre la finance et les gestionnaires n'est rien d'autre que la transformation du *rapport de propriété capitaliste* au sens large. En ce qui concerne la partie principale et dynamique du système productif, la propriété individuelle est dépassée. Les propriétaires se sont dégagés de la gestion et, progressivement, de leur autre fonction cruciale, celle d'agents de la *mobilité du capital* (dans les termes de Marx et des classiques), c'est-à-dire de l'arbitrage dans le placement de ses fonds (dérivés des revenus qu'il tire des profits des entreprises) entre les entreprises et les branches. Leur reste, pourtant, la possibilité

d'imposer les règles de fonctionnement propres au capitalisme : la maximisation du taux de profit et la transformation des profits des entreprises en revenus des propriétaires (en dividendes).

2. Il faut également voir dans le développement des politiques macroéconomiques et, plus généralement, des mécanismes susceptibles d'assurer la stabilité monétaire et financière du système, une transformation des rapports de production. Les performances accrues de la gestion privée augmentent l'instabilité potentielle du système économique<sup>12</sup>. Des institutions et mécanismes centraux (combinant réglementation, contrôle et interventions) ont été mis en place et progressivement améliorés, à travers de nombreux échecs et crises, susceptibles de faire front à cette propension accrue à l'instabilité. Ils interfèrent avec certains aspects fondamentaux de la propriété capitaliste, notamment la capacité à créer de la monnaie, donc du capital.

3. Il faut analyser ces transformations des rapports de production comme des étapes à l'intérieur du mode de production capitaliste (on laissera ici de côté le fait qu'ils annoncent son possible dépassement<sup>13</sup>). La nature capitaliste du système s'exprime dans l'existence d'une classe dirigeante de propriétaires — en dépit des mutations des formes juridiques de cette propriété et de celles de son contenu — dont les prérogatives sont maintenues. La prééminence de cette classe dirigeante apparaît dans plusieurs domaines : (1) la maximisation du taux de profit comme critère de gestion<sup>14</sup> ; (2) l'appropriation privée du surplus, à travers les revenus de cette classe ; (3) la concentration de la propriété capitaliste entre les mains d'une minorité ; (4) le contrôle des politiques économiques (comme aspect particulier du contrôle général de l'Etat).

Il n'y aura pas de retour vers un capitalisme de patrons individuels, quelles que soient les nostalgies ; il n'y aura pas de capitalisme avancé sans institutions monétaires et financières centrales, quelles que soient les résistances, notamment quant à l'extension internationale de ces institutions. Ces évolutions apparaissent largement irréversibles, mais elles ne dictent pas mécaniquement les relations de pouvoirs qui dépendent des luttes (de classe) :

1. Dans la période de *répression financière*, le prêteur et l'actionnaire apparaissaient comme des partenaires des gestionnaires parmi d'autres, peut-être encore prééminents, aux côtés des salariés et de l'Etat. Les gestionnaires possédaient une large autonomie et leur activité n'était pas dictée par la maximisation de la valeur boursière des firmes. On l'a dit, le néolibéralisme : (1) réorienta la gestion vers la maximisation du taux de profit, faisant reculer les restrictions acquises (par exemple, en limitant les contraintes imposées par la protection sociale et de l'environnement dans certains domaines) ; (2) rétablit les revenus (dividendes et intérêts) spécifiquement capitalistes ; (3) renforça les inégalités patrimoniales.

12. C'est ce que nous appelons *instabilité tendancielle* (DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996, ch. 12).

13. Certains voient dans le développement des grands investisseurs institutionnels les signes annonciateurs d'un dépassement du capitalisme (DRUCKER P.F. 1993).

14. La maximisation du taux de profit possède diverses facettes, changeantes au fil des transformations du capitalisme, et son avenir au-delà du capitalisme reste à déterminer. Dans le capitalisme : (1) Le critère de rentabilité définit les formes et les degrés de la pression exercée sur les salariés, compte tenu des réglementations et résistances ; (2) Le même type de rapport s'établit avec l'environnement, la réglementation de sa préservation et les résistances de certaines fractions de la population ; (3) Entre des techniques de productions alternatives, les entreprises choisissent les plus rentables ; (4) Entre des activités alternatives, les capitalistes et entreprises favorisent également les plus rentables (déterminant désormais dans une grande mesure les prétendus *besoins*) ; (5) L'étendue des champs échappant aux formes capitalistes privées de la rentabilité (éducation, soin, recherche,...) est largement variable ; etc.

2. Les politiques keynésiennes, par les garanties d'emploi et la législation concernant les conditions de travail qu'elles offrent aux salariés, prolongées par des revenus de substitution (en cas de maladie, d'invalidité, de chômage) et les retraites, faisaient perdre à la force de travail une partie de ses attributs de marchandise ordinaire. Le contrôle central de la création monétaire, moins finalisé sur les intérêts des classes possédantes que le contrôle privé antérieur, ajoutait à cet aspect de la distension du rapport capitaliste. Le néolibéralisme préserva une grande partie du dispositif keynésien, en redéfinissant les finalités (la lutte contre l'inflation afin de maintenir les revenus capitalistes). Quant aux garanties conquises par les travailleurs, seules les luttes les empêchèrent d'être complètement remises en question dans le néolibéralisme.

Ce champ des luttes et des pouvoirs définit l'autre dimension des évolutions qu'on a décrites, qui vient s'articuler aux transformations des rapports de production. Il fait l'objet d'autres périodisations, notamment de la succession : première hégémonie de la finance (de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la crise de 1929), compromis keynésien (du *New Deal* à la fin des années 1970), seconde hégémonie de la finance (néolibéralisme des dernières décennies).

La dynamique historique de ces transformations réunit ces divers éléments, *forces productives, rapports de production et luttes*, dans un réseau d'interdépendances. Il faut éviter d'en donner des lectures mécanistes et unilatérales. Forces productives et rapports de production interagissent. Par exemple, la lutte des patrons traditionnels au début du siècle tendit à la préservation de la propriété individuelle face au *big business*<sup>15</sup>. La promulgation des lois sur les sociétés et les *holdings* permit l'épanouissement de la nouvelle configuration du capitalisme moderne, au centre de laquelle se trouvait la finance, et qui favorisa les nouvelles formes d'organisation et la gestion des cadres et employés. Dans cette dialectique, les formes de la propriété apparaissent tour à tour et simultanément comme frein et moteur. Il en alla de même dans les transformations des années 1980. Mais toute innovation institutionnelle n'est pas une garantie de progrès et l'histoire procède à des ajustements graduels ou violents. Ainsi est-il assez difficile de faire dans le nouveau cours du capitalisme la séparation entre l'action de la finance comme moteur d'un rétablissement d'un cours favorable des performances du changement technique et comme frein d'un dépassement (par la prohibition de voies alternatives). La finance contrôlant la propriété et s'étant imposée comme partenaire inévitable, aucune restructuration majeure ne peut se faire sans elle, à moins que son pouvoir ne soit remis en question ; elle est aussi génératrice de spéculation et d'instabilité.

Faut-il souligner que la distinction que nous avons introduite entre la dialectique des forces productives et des rapports de production, d'une part, et les luttes, d'autres part, souligne davantage les interdépendances qu'elle ne les nie ? Lorsque nous soutenons que les classes dirigeantes réaffirmèrent dans le néolibéralisme la primauté du critère de maximisation du taux de profit (imposant une discipline sans partage aux gestionnaires et faisant régresser les obstacles légaux et réglementaires), il faut comprendre que cette action renforça le caractère capitaliste des rapports de production.

---

15. Concernant les luttes entre les propriétaires traditionnels et les responsables des grandes sociétés, au début du XX<sup>e</sup> siècle, consulter WEINSTEIN J. 1968.

#### 4 - Conclusion : Quelle phase ? Quel avenir pour une nouvelle phase ?

Il est difficile de privilégier dans la définition de phases du capitalisme un point de vue particulier (le changement technique, les crises, les luttes de classes, les changements institutionnels,...). Aucun ne s'impose de manière évidente. La figure 6 suggère quatre phases dans les configurations du changement technique. Les grandes crises, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans les années 1930 et dans les années 1970, délimitent également quatre périodes mais pas exactement les mêmes, car l'épisode de remontée de la productivité du capital (et du taux de profit) s'étend à travers la Seconde Guerre mondiale, au-delà de la crise de 1929. Les dominations et compromis de classe dessinent trois périodes : la première hégémonie de la finance, le compromis keynésien et la seconde hégémonie de la finance. Mais on pourrait privilégier certaines de ces coupures, par exemple opposer un capitalisme prémanagérial selon la terminologie américaine — nous dirions un capitalisme précadriste — à un capitalisme postérieur à la révolution managériale, ou un capitalisme prékeynésien et postérieur à la maturité de la politique monétaire. Ces périodisations ne coïncident pas rigoureusement mais représentent autant de lectures de la même dynamique historique.

On n'hésitera pas cependant à parler de *phase du capitalisme* pour caractériser son nouveau cours depuis une quinzaine d'années. Mais il faut également souligner les ambiguïtés inhérentes à une telle affirmation. C'est d'autant plus important qu'elles possèdent un fort contenu idéologique. Militent en faveur de la référence à une nouvelle phase du capitalisme :

1. *La sortie de crise structurelle.* Tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes, et il s'en faut de beaucoup. Pourtant, bien des traits qui définissaient les années 1970 et le début des années 1980 comme *crise structurelle* sont en voie de disparition.
2. *Un nouveau cours favorable du changement technique.* Plus précisément, il s'agit de la tendance à la hausse de la productivité du capital. Elle commande la hausse du taux de profit et crée la possibilité d'une progression du pouvoir d'achat des salariés qui ne sera obtenue que lorsqu'elle sera exigée.
3. *Une étape dans l'évolution de la gestion.* Elle est liée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, mais possède également d'autres aspects.
4. *Une étape dans l'évolution de la propriété capitaliste.* Le caractère social des moyens de production se trouve graduellement affirmé dans l'extension des institutions auxquelles la propriété est déléguée, notamment les grands fonds de placement (gérés par des cadres).

La mise en relation de ces quatre éléments et de la nouvelle hégémonie de la finance (dans le néolibéralisme) est ambiguë. Contrairement à ce que suggère la propagande néolibérale, la prépondérance actuelle de la finance n'est pas une condition nécessaire à la poursuite de l'histoire. Il serait erroné de faire du *néolibéralisme* la nouvelle phase du capitalisme, même si les transformations ci-dessus se sont produites sous hégémonie financière. La finance a infléchi ces évolutions dans une certaine mesure, mais bien de leurs aspects survivront au dépassement du néolibéralisme. Si surviendrait une grande crise affectant le centre, similaire à celle des années 1930, l'histoire se répéterait de manière proprement ahurissante. Mais le néolibéralisme peut aussi s'éteindre graduellement, de manière moins spectaculaire. Ce sont les luttes de classe — des classes dominées et dominantes, de leurs différentes fractions — qui dicteront les calendriers et contenus.

## Références

- ALBRITTON R., ITOH M., WESTRA R., ZUEGE A. 2001 (éds.), *Phases of Capitalist Development: Booms, Crises, and Globalization*, Palgrave, Londres, Basingstoke.
- CARGILL T.F. 1991, *Money, the Financial System, and Monetary Policy*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.
- DRUCKER P.F. 1993, *Post-capitalist Society*, Butterworth-Heinemann, Oxford, Boston.
- DUMÉNIL G. 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 1996, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 2000, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. 2001, *Periodizing Capitalism. Technology, Institutions, and Relations of Production*, pp. 141-162, Ch. 9, in ALBRITTON R., ITOH M., WESTRA R., ZUEGE A. 2001.
- HELLEINER E. 1994, *States and the Reemergence of Global Finance. From Bretton Woods to the 1990s*, Cornell University Press, Ithaca, Londres.
- HILFERDING R. 1970, *Le capital financier. Étude sur le développement récent du capitalisme* (1910), Éditions de Minuit, Paris.
- MANDEL E. 1999, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*, Éditions Page deux, Paris.
- MARX K. 1965, *Le Capital*, Livre III (1894), Éditions sociales, tome 1, Paris.
- PERITZ R. 1996, *Competition Policy in America, 1888-1992, History, Rethoric, Law*, Oxford University Press, Oxford.
- THORELLI H.B. 1955, *The Federal Antitrust Policy. Organization of an American Tradition*, Johns Hopkins Press, Baltimore.
- WEINSTEIN J. 1968, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Beacon Press, Boston.
- WOLFF E. 1996, *Top Heavy*, The New Press, New York.

## Sommaire

<b>Introduction</b>	1
1 - Crise et sortie de crise : les dernières décennies du XX <sup>e</sup> siècle	2
2 - Un précédent riche d'enseignements : la crise de la fin du XIX <sup>e</sup> siècle	7
3 - La propriété capitaliste : revenus et pouvoirs d'une classe dirigeante	11
4 - Conclusion : Quelle phase ? Quel avenir pour une nouvelle phase ?	15
<b>Références</b>	16